

Unité départementale de la Moselle  
4 rue François de Guise  
CS 50551  
57036 METZ

Metz, le 27 octobre 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13 octobre 2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **LORMAFER**

La Houve Siège 1  
BP 71  
57150 CREUTZWALD

Références : CREUTZWALD\_LORMAFER\_2022-10-21\_RAPVI\_secheresse\_BMK\_24201  
Code AIOT : 0006201114

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13 octobre 2022 dans l'établissement LORMAFER implanté La Houve Siège 1 BP 71 57150 CREUTZWALD. L'inspection a été annoncée le 03/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite s'inscrit dans le cadre de l'action nationale sécheresse, suite au déclenchement du stade "alerte" du bassin Sarre par arrêté préfectoral du 29 juillet 2022.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LORMAFER
- La Houve Siège 1 BP 71 57150 CREUTZWALD
- Code AIOT : 0006201114
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

Créée en 1961, la société LORMAFER, basée sur l'ancien carreau de la mine au Siège 1 - La Houve sur la commune de Creutzwald, est spécialisée dans la maintenance de matériel ferroviaire (nettoyage des wagons-citernes et opérations de traitement de surface). Elle fait partie du groupe NOVAFER qui dispose également d'un centre de maintenance en région Auvergne Rhône-Alpes. Les exercices d'épreuves (remplissage des wagons-citernes puis mise sous pression pour vérification de l'étanchéité de ces derniers) sont l'activité du site engendrant la plus grosse part de consommation d'eau du site. LORMAFER exploite le site de CREUTZWALD sous couvert de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2013-DLP/BUPE-202 du 12/07/2013 modifié.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- mesures mises en oeuvre par l'exploitant afin de réduire les consommations d'eau (thématique sécheresse) ;
- suivi des prélèvements.

**2) Constats****2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Accusé de réception suite au déclenchement d'une situation de sécheresse	Arrêté Préfectoral du 12/07/2013, article 3.3.9.5	/	Sans objet
2	Mesure d'urgence en cas du dépassement du seuil d'alerte	Arrêté Préfectoral du 12/07/2013, article 3.3.9.2	/	Sans objet
3	Origine des approvisionnements en eau	Arrêté Préfectoral du 12/07/2013, article 3.1.1	/	Sans objet
4	Bilan environnemental	Arrêté Préfectoral du 12/07/2013, article 3.3.9.6	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

La visite d'inspection a porté sur la gestion de l'eau (consommation) en période de sécheresse.

Les constats effectués n'ont pas révélé de non-conformité ; l'exploitant respecte les valeurs de consommation maximale d'eau du réseau industriel et d'eau potable du réseau public. L'exploitant a par ailleurs engagé une démarche de réduction importante de consommation d'eau du réseau industriel, par la mise en place d'un système de récupération des eaux d'épreuves des wagons-citernes (mise en place de 5 citernes de récupération des eaux). Il ne manque plus que la mise en place d'un automate (en attente de la part du fournisseur) pour que ce dispositif soit opérationnel.

### **2-4) Fiches de constats**

**N° 1 : Accusé de réception suite au déclenchement d'une situation de sécheresse**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/07/2013, article 3.3.9.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Accusé de réception
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant accuse réception à l'Inspection des Installations Classées de l'information de déclenchement d'une situation d'alerte ou d'une situation d'alerte renforcée ou d'une situation de crise par la Préfecture et confirme la mise en œuvre des mesures prévues aux articles 3.3.9.2, 3.3.9.3 et 3.3.9.4 ci-dessus.
<b>Constats :</b> Par courriel du 17 juin 2022, l'inspection des installations classées a informé l'exploitant du passage au niveau vigilance du bassin Sarre.  Par courriel du 20 juin 2022, l'exploitant a accusé bonne réception de déclenchement de la situation de vigilance pour le bassin Sarre. Il déclare avoir établi une note interne à l'attention de son personnel (jointe au courriel).  Par courriel du 01 août 2022, l'inspection des installations classées a informé l'exploitant du passage au niveau alerte du bassin Sarre (arrêté préfectoral du 29 juillet 2022).  Par courriel du 05 août 2022, l'exploitant a accusé bonne réception de déclenchement de la situation d'alerte pour le bassin Sarre. Il rappelle avoir établi une note interne à l'attention de son personnel et indique que son activité durant les congés estivaux est fortement réduite (de 20 à 30 %), limitant ainsi la consommation d'eau. Il déclare ne pas connaître de difficulté pour son approvisionnement en eau.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 2 : Mesure d'urgence en cas du dépassement du seuil d'alerte**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/07/2013, article 3.3.9.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Sécheresse
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Lors du dépassement du seuil d'alerte, les mesures suivantes doivent être mises en œuvre : <ul style="list-style-type: none"><li>• Renforcement de la sensibilisation du personnel sur les économies d'eau ;</li><li>• Renforcement de la sensibilisation du personnel sur les risques liés à la manipulation de produits toxiques susceptibles d'entraîner une pollution des eaux ;</li><li>• Interdiction de laver les véhicules de l'établissement ;</li><li>• Interdiction de laver les abords des installations de production à l'eau claire ;</li><li>• Report des opérations de maintenance régulières utilisatrices de la ressource en eau ;</li><li>• Interdiction de pratiquer des exercices incendie utilisateurs d'un gros volume d'eau ;</li><li>• Mise en place d'une mesure quotidienne, à heure fixe et en journée, de la température en amont et aval du point de rejet des effluents. Ces mesures sont mises en œuvre dans le respect prioritaire des règles de sécurité.</li></ul> L'exploitant transmet à l'Inspection des Installations Classées, sous un délai de 1 semaine à compter du dépassement du seuil d'alerte, un rapport avec l'ensemble des informations suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>• Les débits de prélèvements effectifs en situation normale de fonctionnement, à comparer avec les débits de prélèvement autorisés par l'arrêté préfectoral d'autorisation ;</li><li>• Le débit rejeté (% de la quantité prélevée), lieu de rejet (si différent du prélèvement) ;</li><li>• Le delta de T° entre prélèvement et rejet, en précisant le lieu de mesure de ces T° ;</li><li>• Le débit minimum nécessaire pour assurer l'activité en marche normale du site ;</li></ul>

- Le débit en marche dégradée ;
- Le débit de sécurité si existant ;
- La période d'arrêt estival des activités pour raison de congés par exemple ...

Les quantités sont données en m<sup>3</sup>/jour ou m<sup>3</sup>/heure avec le nombre d'heures de rejets d'effluents par jour. L'exploitant peut ajouter à ces données toutes celles qui lui semblent pertinentes pour apprécier son impact sur les milieux aquatiques. L'exploitant propose dans son rapport d'une part des mesures de réduction de consommation d'eau (le recyclage de certaines eaux de nettoyage, la modification de certains modes opératoires...) et d'autre part des dispositifs de limitation de l'impact de ses rejets aqueux en cas de déclenchement du seuil d'alerte renforcée (écrêtement des débits de rejet ou une rétention temporaire des effluents...).

**Constats :** Le seuil d'alerte a été déclenché le 29 juillet 2022 pour le bassin de la Sarre. L'exploitant n'a pas transmis à l'inspection dans le délai d'une semaine à compter du dépassement du seuil d'alerte, le rapport avec l'ensemble des informations exigées. Lors de la visite, il a déclaré à l'inspection qu'il synthétiserait ces données requises dans son rapport du bilan environnemental à produire un mois après la levée de la situation d'alerte.

Par courriel du 21 octobre 2022, l'exploitant a adressé à l'inspection ce rapport. Il y est indiqué les différentes mesures prises pour réduire les consommations d'eau :

- renforcement de la sensibilisation du personnel sur les économies d'eau : le personnel avait pour consigne de limiter la durée des douches et des campagnes d'affichage ont été réalisées ;
- renforcement de la sensibilisation du personnel sur les risques liés à la manipulation de produits toxiques susceptibles d'entraîner une pollution des eaux (tous les produits chimiques sont sur rétention et ne sont pas manipulés à l'extérieur) ;
- interdiction du lavage des véhicules du parc automobile ;
- aucun lavage de voirie ni arrosage d'espace vert n'est pratiqué ;
- les opérations de maintenance utilisatrices de ressources en eau ont été reportées ;
- aucun exercice incendie n'a été effectué.

Dans ce rapport, l'exploitant déclare qu'en cette période estivale, le Leisbach est complètement à sec en amont du site, ce qui rend impossible la prise de température et donc la comparaison avec l'aval. De ce fait, l'exploitant n'a mesuré que la température en aval des points de rejets : mesure réalisée tous les jours à 12h00 (tableau présenté dans ce rapport).

Les informations requises pour ce rapport sont bien renseignées.

En ce qui concerne les mesures de réduction de consommation d'eau, l'exploitant déclare que la mise en place d'un système de récupération des eaux d'épreuves (par 5 citernes) est quasi finalisé : il ne manque plus que l'automate (en attente de la part du fournisseur) pour que ce dispositif soit opérationnel. Ce dispositif permettra ainsi de réduire très fortement la consommation d'eau du réseau industriel.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

### N° 3 : Origine des approvisionnements en eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/07/2013, article 3.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Consommation d'eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les prélèvements d'eau qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours sont limités aux quantités suivantes : 25 000 m <sup>3</sup> /an pour l'eau du réseau industriel et 14 500 m <sup>3</sup> /an pour l'eau du réseau public.
<b>Constats :</b> L'exploitant déclare que pour les 9 premiers mois de l'année 2022 ce sont 23 504 m <sup>3</sup> d'eau du réseau industriel ont été consommés. Concernant la consommation en eau potable du réseau public, à fin août 2022, ce sont 4 242 m <sup>3</sup> qui ont été consommés.  Par ailleurs, au titre de l'année 2021, l'exploitant déclare que ce sont 24 289 m <sup>3</sup> d'eau du réseau industriel qui ont été utilisés (229 wagons ayant subi des épreuves) et 9 651 m <sup>3</sup> d'eau potable qui ont été consommés.  Les quantités d'eau consommées sont donc respectées pour l'année 2021 et seront vraisemblablement respectées en 2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 4 : Bilan environnemental

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/07/2013, article 3.3.9.6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Consommation d'eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Un bilan environnemental sur l'application des mesures prises est établi par l'exploitant après chaque arrêt de situation d'alerte. Il porte un volet quantitatif des réductions des prélèvements d'eau et/ou qualitatif des réductions d'impact des rejets et est adressé à l'Inspection des Installations Classées dans un délai de 1 mois.
<b>Constats :</b> Par courriel du 29 septembre 2022, l'inspection a prévenu l'exploitant de la levée de la situation d'alerte pour le bassin Sarre.  Par courriel du 21 octobre 2022, l'exploitant a transmis à l'inspection le bilan environnemental requis par l'article 3.3.9.6 de l'arrêté préfectoral susvisé. Ce bilan n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet